verte dodis.ch/36472

Ba 20.Okt.71 1.6

p.B.15.21.F.(1) - SI/BJ/gm Berne, le 19 octobre 1971

Confidentiel

Compte-rendu des entretiens avec M. Maurice Schumann (2ème partie)

Séance du 16 septembre 1971 (après-midi) au "Lohn"

Ordre du jour : 1. Tour d'horizon - Asie, URSS, Proche-Orient
2. Conférence de sécurité - MBFR - Conférence mondiale de désarmement - Problème allemand
3. Problèmes bilatéraux

Délégation française

- MM.	Maurice Schumann	Ministre des Affaires étrangères
	Jacques Roux	Ambassadeur de France à Berne
	Jacques de Beaumarchais	Ministre plénipotentiaire, Directeur des Affaires politiques
	Jean-Pierre Brunet	Ministre plénipotentiaire, Directeur des Affaires économiques et financières
	Claude Arnaud	Ministre plénipotentiaire, Directeur d'Europe
	Jean Béliard	Ministre plénipotentiaire, Chef du service d'Information et de presse
	Luc de Nanteuil	Ministre plénipotentiaire, Chef du service de coopération économique
	Philippe Cuvillier	Conseiller des Affaires étrangères, Directeur-adjoint au Cabinet du Ministre
	Pierre Boyer	Conseiller des Affaires étrangères, Sous-Directeur d'Europe centrale
	Jacques Thibau	Conseiller de l'Ambassade de France
	Claude Thuillier	Conseiller de l'Ambassade de France
	Jean Ruby	Conseiller économique et commercial de l'Ambassade de France

Délégation suisse

- MM.	Graber	Conseiller fédéral
	Brugger	" "
	Thalmann	Ambassadeur
	Jolles	"
	Bindschedler	"
	Dupont	"
	Languetin	"
	Gelzer	Ministre
	Natural	"
	Erni	
	Brunner	
	Simonin	procès-verbal
	Boillat	" "

Dodis

dodis.ch/36472

Début de la réunion : 15.25 h.

1. Tour d'horizon - Asie, URSS, Proche-Orient

M. Graber: Si vous n'y voyez pas d'objection, je débuterai par un tour d'horizon sommaire. Il n'est pas dans mon propos de vous expliquer comment nous voyons le monde, mais bien plutôt de connaître votre appréciation, et partant, de vous poser des questions. La France est une grande Puissance, le Quai d'Orsay un grand ministère, et vous-même, Monsieur le Ministre, une personnalité internationale de premier plan. C'est dire que vous en savez beaucoup plus que nous sur les motivations du vaste carrousel diplomatique auquel nous assistons. Vos contacts, les voyages que vous entreprenez, les visites que vous recevez vous placent dans une position privilégiée.

Je pense qu'il faut commencer avec l'annonce de la visite du Président Nixon à Pékin. En premier lieu, parce qu'il s'agit là d'un revirement de la politique américaine tout comme de la politique chinoise. En second lieu, parce que cette annonce est sans doute la cause de la fébrilité qui s'est emparée du Kremlin.

Il nous semble, à Berne, que la Chine désire se rapprocher des Etats-Unis en raison de la crainte que lui inspirent l'expansionnisme de l'Union Soviétique, le développement de ses forces armées, la croissance de sa flotte et sa poussée méthodique et enveloppante en direction de l'Asie du Sud et de l'Extrême-Orient.

Simultanément, Pékin a dû prendre conscience que Washington manifestait une tendance au repli, au désengagement. Dans le triangle des forces constitué par les Superpuissances, l'équilibre se déplace en faveur de Moscou, ce qui met la Chine dans une situation exposée. Il est dans la logique de cette géométrie politique qu'elle cherche un appui auprès des Etats-Unis, pour l'instant moins redoutables. Et cela d'autant plus qu'elle

./.

dodis.ch/36472

persiste à craindre une éventuelle collusion americano-soviétique dont les symptômes sont une convergence d'intérêts aussi bien dans le domaine de la limitation des armes nucléaires stratégiques que dans celui de la réduction des forces en Europe, dans les SALT et dans les MBFR.

Il semble assez évident que la Maison blanche, quant à elle, a besoin de Pékin pour parvenir à se désengager sans trop de douleur du continent asiatique, pour mettre à exécution la doctrine Nixon, laquelle est due en grande partie à des considérations de politique intérieure.

On pourrait dire que chacune des trois Superpuissances fait le même cauchemar: celui d'une entente, voire d'une alliance entre les deux autres. C'était hier le cas entre la Chine et l'URSS, ce pourrait l'être demain entre les Etats-Unis et l'URSS ou les Etats-Unis et la Chine.

Toutefois ces géants, dont le poids et l'importance relèvent de facteurs fort différents et qui ont tous des politiques de rechange, plusieurs fers au feu, ne sont pas seuls sur la terre. Il y a le Japon, il y a l'Europe, il y a le tiers-monde dont le foyer le plus explosif se situe aujourd'hui dans le subcontinent indien.

Autant de thèmes que je n'entends pas développer mais à propos desquels j'aimerais connaître votre sentiment.

Je vous livre donc un éventail de questions.

1) Pensez-vous que les Etats-Unis et la Chine aient suffisamment d'intérêts communs pour parvenir à s'entendre et pour tenter de limiter ensemble l'expansion soviétique ? Dans cette perspective, comment envisagez-vous l'évolution au Sud-Est asiatique, en Indochine, mais aussi en Thaïlande et en Birmanie ?

./.

dodis.ch/36472

2) Comment croyez-vous que le Japon va réagir, ce Japon qui, de par sa position géographique peut théoriquement choisir de s'appuyer ou sur les Etats-Unis, ou sur la Chine, ou sur l'URSS, et qui peut aussi envisager d'adopter une politique spécifiquement japonaise, une sorte de neutralisme actif ?

3) Quelle est votre appréciation de la situation dans le sub-continent indien ? Cette poudrière risque-t-elle d'exploser et dans l'affirmative, les Superpuissances parviendront-elles à s'en tenir à l'écart ?

4) Quel rôle l'Europe peut-elle jouer dans ce remue-ménage, qui semble destiné à se dérouler principalement en Asie, mais dont les répercussions l'affecteront ?

5) Pour l'Europe, est-ce une chance que les Superpuissances concentrent leur attention sur les problèmes asiatiques ? En résultera-t-il un répit qui permettrait à notre continent de renforcer sa cohésion ?

Je suppose, Monsieur le Ministre, qu'au sujet de cette dernière question, vous voudrez vous référer à d'autres problèmes, et notamment aux agissements de l'Union soviétique. D'après toutes nos informations, le Kremlin éprouve la plus grande inquiétude devant l'esquisse de rapprochement sino-américain. Le cauchemar dont j'ai parlé le hante depuis fort longtemps et il semble qu'aujourd'hui il prenne corps.

Toutefois ce cauchemar ne paraît pas l'amener à une révision essentielle de sa politique traditionnelle, qui est de consolider son propre empire et d'affaiblir la cohésion de l'Occident.

En bref, les objectifs soviétiques semblent constants et se résumer à ces quelques points:

- parvenir, par la négociation, à la parité nucléaire avec les Etats-Unis, parité inatteignable par la simple poursuite de la course aux armements.
- Obtenir le retrait des troupes américaines d'Europe.

./.

dodis.ch/36472

- Tenter de diviser les Puissances européennes en utilisant pour cela l'Ostpolitik du chancelier Brandt.
- Réprimer toute velléité d'indépendance en Europe orientale.
- Acquérir de cette manière la liberté d'action à l'Est, à l'encontre de la Chine.

A cela s'ajoute la pression exercée sur le front sud de l'Europe, sur la Méditerranée, par l'implantation au Proche-Orient et par l'assistance militaire accordée à l'Algérie. Il nous semble que cette pénétration en Méditerranée serve à deux fins : il s'agit d'une part d'un moyen de pression contre l'Europe, et de l'autre d'une étape indispensable vers l'Océan Indien et le Pacifique, pour peu que le canal de Suez soit rouvert.

Il ressort de cette brève analyse que les tensions en Asie ne sont pas forcément un gage de répit pour notre continent et qu'elles peuvent, au contraire, inciter les Soviétiques à "mettre les bouchées doubles", si je puis m'exprimer ainsi, à accélérer le tempo de leur politique à son égard. Pour spéculative que soit cette question, elle nous paraît d'une grande importance pour tous les pays européens. Je serais très désireux de savoir ce que vous en pensez.

Et vous me permettrez du même souffle de vous demander votre avis sur deux autres points encore.

6) Pourquoi l'Union Soviétique paraît-elle avoir une peur si grande d'une Chine dont le potentiel défensif est certes redoutable, mais dont les moyens offensifs sont minimes et le resteront sans doute longtemps encore ?

7) A vos yeux, quel est, au Proche-Orient, l'objectif principal de l'Union Soviétique ? S'agit-il de la réouverture du Canal de Suez, ou de l'affaiblissement du flanc sud de l'OTAN ? En d'autres termes, est-ce le transit ou l'implantation qui intéresse en premier lieu les Soviétiques en Méditerranée ?

./.

dodis.ch/36472

Vous pourriez me répondre que c'est à MM. Brejnev ou Kossiguine que je devrais m'adresser. Mais nous ne les avons pas vus, et nous ne les verrons pas avant longtemps, tandis qu'il n'y a pas longtemps que vous étiez à Moscou et que M. Brejnev ne tardera pas à se rendre à Paris.

M. Schumann: Nous sommes entrés incontestablement dans une période entièrement nouvelle. Le vocabulaire de l'après-guerre est suranné; il ne s'applique plus à notre temps qui a connu trois métamorphoses : la fin de l'ère colonialiste, la fin du monolithisme communiste et la fin de l'invulnérabilité...

1. Qu'en est-il de la politique soviétique ? Est-elle offensive ou défensive ? Pour ma part, je la définirai comme étant implacable, prudente et défensive. Certes, l'URSS ne négligera aucune occasion de faire avancer sa politique, mais en même temps, consciente de ses limites (Cuba), elle ne prendra aucun risque majeur qui pourrait conduire à une conflagration (guerre nucléaire).

   Permettez-moi de recourir à deux exemples:

   Le traité entre l'URSS et l'Egypte signifie que Moscou entend tirer bénéfice de sa position acquise au Moyen-Orient. Elle ne veut pas pour autant contrarier les efforts des USA en vue d'un compromis. L'URSS est présente au Moyen-Orient certes, mais jamais elle ne fera de cette position un point de départ d'une nouvelle guerre froide.

   Par le traité indo-soviétique, que je mettrais en parallèle avec le traité dont je viens de parler, l'Inde se voit protégée par l'URSS. Mais l'URSS, forte de la position ainsi conquise, entend demeurer le pays du compromis (Tachkent). En résumé, il serait illusoire de croire que Moscou n'occupera pas toutes les positions qui lui seront offertes. Mais il serait tout aussi irraisonné d'admettre que l'URSS ira jusqu'à la guerre. Je crois qu'il est à la fois vrai et faux de penser que l'URSS vise le statu quo

./.

dodis.ch/36472

en Europe afin d'avoir les mains libres sur son "front" chinois. Il est exact que Moscou entend se délivrer de ses soucis européens, mais il est faux de penser qu'elle cherche la guerre avec la Chine. Un ultimatum soviétique à Pékin n'est pas à craindre. Podgorny a déclaré que la Chine deviendra dangereuse lorsqu'elle produira beaucoup plus que 12 millions de tonnes d'acier ! "Hic et nunc", rien ne se décidera. Mais peut-être dans une ou plusieurs décennies...

2. Et l'attitude des USA ? Je vous dirai que rien ne m'a moins étonné que l'annonce du voyage de Nixon à Pékin. Le président américain m'a dit n'avoir aucune envie de se faire un ennemi d'un pays qui d'ici à la fin du siècle comptera un milliard d'habitants. A dire vrai, Nixon n'est pas un homme à négocier; il choisit publiquement une politique et souvent ne tient pas compte des nécessités des autres pays. Il incarne suffisamment l'orgueil de la puissance américaine. Nixon n'est pas un aristocrate; mais il définit la politique mondiale de son pays sans la négocier - il mesure ensuite les résistances. On l'a comparé, à tort ou à raison, au Général de Gaulle. Pour le Général, il s'agissait de compenser ce que la France avait perdu pendant 25 ans : "je suis trop pauvre et trop faible" - disait-il à Churchill - "pour pouvoir me courber". Au contraire, les USA disposent d'une puissance énorme; le cas est donc différent. Pourquoi Nixon ne négocie-t-il pas sur les 7 points de Mme Binh ? Parce que ce serait au-dessous de la dignité de la plus grande puissance du monde. Faire le voyage de Pékin, par contre, est une entreprise digne des USA et, de plus, habile du point de vue électoral. Je crois qu'il serait faux de prendre Nixon pour un conservateur ou un réactionnaire obtu et suranné. Volontaire à l'extrême, Nixon est l'homme qui n'abandonne pas. ("a man who doesn't quit").

./.

dodis.ch/36472

3. La Chine veut forcer son entrée dans le concert des grandes puissances. Elle a l'avenir pour elle. Jusqu'à présent, Pékin a été, en quelque sorte, acculé à l'intransigeance. Si l'URSS est prudente lorsqu'elle court des risques, la Chine ne l'est pas moins. Qu'il s'agisse des affaires du Pakistan, de Quemoy, des Pescadores, du Vietnam du Nord etc, jamais la Chine n'a pris un risque qui menace de l'impliquer directement dans un conflit. Aussi bien la Chine que l'URSS ou les USA se sont comportés de manière à ne pas mettre la paix en péril.

4. En reconnaissant le Vietnam du Nord, la Suisse a fait un choix intelligent. Vous êtes l'enjeu des superpuissances; la seule manière d'en sortir, c'est de constituer en Europe une zone de neutralité et de paix. La présence de la Suisse est symbolique et bénéfique.

5. On retrouve déjà un peu partout la rivalité sino-soviétique. En Afrique (présence chinoise en Tanzanie et Guinée), au Moyen-Orient, dans les Balkans (les Roumains prétendent pousser le rapprochement avec Pékin assez loin pour échapper à l'isolement). Il ne faut jamais oublier que l'URSS poursuit sa politique traditionnelle mais qu'un facteur entièrement nouveau vient la modifier : sa rivalité avec Pékin.

6. Quelle conclusion tirer de cette analyse en ce qui concerne l'Europe ? Il faut accroître l'autonomie de l'Europe sans la dissocier des USA. Il n'y a pas de sécurité en Europe sans la présence des Etats-Unis. La France a un dessein politique que je propose à votre méditation. L'Occident doit-il viser à la désintégration des alliances de l'Est et penser que les pays socialistes, encouragés par nous, recevront leur indépendance par une évolution brusque ? Je ne le crois pas. Convient-il alors de pratiquer la politique d'un Eisenhower en 1955 et de se résigner au partage rigoureux et définitif du monde et de l'Europe ? Je ne le pense pas davantage. Il existe une politique médiane qui consiste à substituer à

./.

dodis.ch/36472

l'affrontement des blocs le dialogue des nations. Il faut encourager modérément et prudemment les pays de l'Est en les aidant à affirmer leur identité nationale. Je ne vois aucun pays d'Europe centrale et orientale - y compris la Hongrie et la Bulgarie - où ce programme ne réponde pas à un espoir plus ou moins conscient. J'ai pu constater moi-même combien grand était leur désir de conserver leur identité et leurs traditions nationales mais de les conserver dans la fidélité à leurs amitiés et à leurs alliances. L'URSS attend de la Conférence de sécurité qu'elle consolide le statu quo européen. Nous en attendons autre chose : que chaque pays d'Europe affirme son identité nationale dans le cadre des alliances au sein d'un continent où la cassure entre les blocs a perdu de son acuité. Comment y parvenir ? Par l'intensification des contacts, l'échange des personnes et des idées, la coopération économique et culturelle. Réussirons-nous ? J'en doute un peu mais j'ai une grande confiance en la force d'attraction de notre culture européenne. Peu à peu, notre continent se libérera de l'inévitable système des alliances et trouvera progressivement une identité qui lui est propre. A cet égard, la Suisse neutre peut offrir un exemple éclatant.

M. Graber: Nos visions sont totalement concordantes. J'ai cependant été frappé à notre dernière Conférence des ambassadeurs, alors que nous parlions de l'Est européen, de constater que nos agents sur place paraissaient sceptiques en nous entendant exposer des vues semblables aux vôtres. Il y a un décalage entre notre conception et celle de ceux qui s'appuient sur des observations quotidiennes. On peut se demander: est-ce qu'ils se trompent tous ?

./.

dodis.ch/36472

M. Schumann: Dans l'immédiat vos ambassadeurs ont raison. Actuellement leur méfiance est justifiée mais il faut voir à plus long terme.

J'ai oublié de vous parler de l'Allemagne. Supposons que l'Ostpolitik ne soit pas sous-tendue par une présence américaine en Europe et des perspectives d'échange et d'interpénétration; cette politique serait alors promise à l'échec. Mais Brandt tient compte des réalités et en particulier de l'échec du nazisme. Il espère que les blocs se dissoudront et qu'ainsi un rapprochement entre les deux Allemagnes sera possible. Les Russes vous diront: Nous ne le tolérerons jamais. Brandt sait que c'est le cas pour l'avenir prévisible. Mais l'Ostpolitik est évolutive. Ce grand dessein suppose des relations étroites entre la France et l'URSS. Nous nous sommes engagés dans des contacts sans nous faire d'illusions mais conduits par l'idée que l'indépendance de notre politique peut être contagieuse.

M. Graber: Nos raisonnements sont très proches, à cette nuance près que nous sommes sceptiques devant l'expansion soviétique qui ne nous permet pas de déterminer si la politique soviétique future sera offensive ou défensive.

M. Schumann: Elle est offensive partout où il n'y a pas trop de risques et défensive dans la mesure où un éclatement du bloc de l'Est ne serait pas accepté par l'URSS.

M. Natural: C'est Kennedy ou Eisenhower qui a dit: L'appel de la liberté est plus fort que la contrainte de la tyrannie. C'est cette vérité, je pense, que vous essayez de traduire en actes.

./.

dodis.ch/36472

2. Conférence de sécurité - MBFR - Conférence mondiale de désarmement - Problème allemand

M. Graber: La phase préparatoire multilatérale de la Conférence sur la sécurité va-t-elle bientôt commencer ? Sur ce point, comme sur tant d'autres, je pense, Monsieur le Ministre, que vous êtes en mesure de nous renseigner. Vous venez d'en parler à Budapest et à Sofia, votre pays a participé aux négociations sur Berlin, et les liens étroits que la France entretient avec la République fédérale vous permettent d'avoir beaucoup plus de lumières que nous sur le sens et la portée du voyage du Chancelier Brandt en Union soviétique.

En ce qui concerne cette conférence elle-même, vous connaissez la position de la Suisse. Bien que la nécessité d'une telle réunion ne lui saute pas aux yeux, elle ne saurait s'en tenir à l'écart. Lorsqu'il est question de la sécurité de l'Europe, nous devons être présents.

Vous savez aussi que sur les deux points de l'ordre du jour de Prague -- sécurité et coopération -- nous avons quelques idées. Nous sommes en faveur d'une coopération économique; mais il ne nous semble pas nécessaire de créer de nouveaux organismes à cet effet. A nos yeux, il suffirait d'inviter la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies à se montrer plus active. Nous pensons comme vous que les échanges devraient s'étendre aux idées et aux personnes, mais nous nous attendons sur ce point-là, comme vous aussi sans doute, à de fortes objections soviétiques, ce qui ne nous empêchera pas d'appuyer activement toute initiative dans ce sens.

./.

dodis.ch/36472

Quant à la sécurité, nous sommes assez sceptiques sur l'opportunité de rappeler une fois de plus les principes connus qui figurent déjà dans la Charte des Nations Unies. C'est pourquoi nous avons l'intention de nous détacher du peloton et de briser une lance, conformément à notre politique traditionnelle, en faveur des procédures de règlement pacifique des différends et de l'arbitrage. Là non plus, nous ne nous faisons pas d'illusions.

Les procédures arbitrales ne sont pas du goût des puissances de l'Est, et notre initiative ne devrait en conséquence pas rencontrer grand écho. Il va sans dire que nous serions très heureux que la France approuve et soutienne cette idée. Si vous le désirez, Monsieur le Ministre, nous vous ferons tenir, par l'intermédiaire de votre Ambassade, des indications plus précises sur ce que nous avons l'intention de faire à ce sujet.

Toutefois, nous nous demandons si ces aspects de la Conférence ne sont pas devenus un peu académiques. Les Soviétiques et les Américains, ainsi que plusieurs Puissances de l'OTAN, paraissent s'intéresser plus au problème de la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Nous n'ignorons pas, Monsieur le Ministre, que la France est d'un autre avis. Il me serait très précieux d'entendre de votre bouche les motifs de son opposition.

Je dois reconnaître qu'une discussion sur les MBFR plongerait la Suisse dans l'embarras. Elle n'a nullement l'intention d'envisager une diminution de ses propres forces armées, purement défensives, et qui sont la caution de la valeur de sa neutralité. En outre, elle ne voit pas de quel droit elle pourrait participer à une négociation concernant les forces armées d'alliances dont elle ne fait pas partie. D'autre part, elle se rend compte que les Etats neutres, dans un tel débat, pourraient éventuellement

./.

dodis.ch/36472

jouer un rôle conciliateur en cas de malentendu et elle a l'impression que leur concours serait utile si les négociations aboutissaient et que des organismes de contrôle ou d'inspection devaient être mis en place.

Je serais très heureux de savoir si, à votre avis, les désirs convergents de plusieurs Puissances de bords différents suffiront à faire inclure ce thème dans l'ordre du jour de la Conférence sur la sécurité, ou s'il est plus probable qu'une conférence séparée traitera de ce sujet.

D'autre part, les Soviétiques viennent de proposer aux Nations Unies la réunion d'une conférence mondiale sur le désarmement. Ils tournent de cette manière l'opposition chinoise à une conférence à cinq sur les armes nucléaires.

Nous n'avons pas encore beaucoup de renseignements sur cette proposition, et encore moins sur l'accueil qui lui a été réservé.

En admettant qu'il soit favorable, nous nous demandons si cette conférence mondiale ne devrait pas inclure les MBFR qui, en dernière analyse, visent à une mesure régionale de limitation des armements, par le biais d'une réduction des forces. La logique ne voudrait-elle pas que les deux problèmes, le mondial et le régional, fussent traités dans la même enceinte, mais par des commissions différentes ?

Si tel était le cas, on éviterait un écueil que les MBFR pourraient heurter un jour. Je veux parler de l'absence de la Chine. Celle-ci n'a pas sa place à une conférence sur la sécurité européenne. En revanche, les MBFR la concernent puisqu'elles pourraient avoir pour effet de rendre un certain nombre de divisions, que l'URSS cantonne en Europe, disponibles pour le secteur asiatique. Il en serait théoriquement de même pour les divisions améri-

./.

dodis.ch/36472

caines retirées de notre continent. Autrement dit, les MBFR pourraient assez vite prendre le caractère d'une collusion sovieto-américaine, à laquelle l'Europe serait fort inopportunément mêlée.

Enfin, une conférence mondiale aurait un autre avantage. Elle enlèverait à la négociation le caractère de conversations bloc à bloc, qu'elle ne manquerait pas d'avoir si l'affaire se traitait dans le contexte d'une conférence sur la sécurité européenne.

J'exprime devant vous des idées qui ne sont pas encore creusées, et pour cause, puisque la proposition soviétique ne nous a pas encore été transmise. Seul son titre m'est connu, et c'est sur la notion abstraite de conférence mondiale sur le désarmement que je me livre à ces spéculations.

Pour en revenir à la Conférence de sécurité, un dernier mot encore. En ce qui concerne le siège de cette conférence, nous ne voulons pas entrer en concurrence avec Helsinki ou Vienne. Mais il va sans dire que si la plupart des futurs participants exprimaient le désir qu'il soit situé en Suisse, nous serions prêts à répondre à leur voeu. Il en va de même à l'égard du secrétariat ou de l'organisme permanent qui pourrait être institué.

M. Schumann: La préparation multilatérale doit commencer dès que la Conférence sera en chantier. Brejnev et Brandt doivent être en train de se le dire. Faut-il d'abord faire une préparation bilatérale comme l'envisageait la Finlande ? Les Finlandais n'y tiennent plus tellement et estiment que l'on peut passer à la phase multilatérale. Mais si toutefois ils maintiennent leur proposition, je crois que nous devrons dire que nous sommes d'accord.

./.

dodis.ch/36472

Siège de la Conférence: Je pense que Helsinki pourrait être retenu comme siège des premiers pourparlers. Nous avons intérêt à soutenir la Finlande qui actuellement souffre de la fin de l'AELE. Elle se trouvera éloignée de ses alliés scandinaves. Il n'est pas dans l'intérêt du monde libre d'abandonner la Finlande. Mais il ne s'agit ici que de la phase préparatoire. Pour la Conférence elle-même, nous n'avons pas pris d'engagement. Cependant, si la préparation a lieu à Helsinki, la première Conférence pourrait y être tenue aussi. Le succès de cette Conférence, ce sera la décision d'en tenir une seconde. La première Conférence se fera au niveau des ministres, puis de leurs suppléants avec constitution de commissions, etc. On décidera peut-être de créer un organe permanent ou de tenir une deuxième Conférence. Celle-ci ne devra pas se tenir dans la même ville que la première. Nous songeons à donner un rôle à Genève comme siège de la seconde Conférence ou d'un organe permanent éventuel. Puisque la Commission économique pour l'Europe s'y trouve déjà, un organe favorisant les échanges culturels pourrait s'y établir aussi.

Désarmement: Nous sommes hostiles au MBFR qui est un piège. Nous sommes notamment contre le bloc à bloc. Même si nous allons à une Conférence sur la sécurité, nous pensons que le simple fait d'aborder le MBFR marquera l'ouverture de nouvelles conversations de Vienne ou de Helsinki. Nous ne voulons pas, et c'est d'ailleurs contraire à l'esprit de la Conférence, renforcer la division des blocs.

Nos alliés nous proposent de retenir l'offre soviétique en affirmant que nous ne risquerions rien puisque les Russes ne retireront pas leurs forces. Je leur réponds: Qui vous dit qu'on ne vous offrira pas une réduction symétrique, ce qui serait un jeu de dupe puisque les forces de l'Est sont plus considérables que les nôtres. Pour l'URSS la réduction

./.

dodis.ch/36472

c'est un moyen d'accélérer le départ des forces américaines. Ils ne réduiront pas leurs propres troupes car ils sont persuadés que celles des USA seront de toute façon réduites.

Les USA ont besoin d'être encouragés à rester en Europe. A Lisbonne, j'ai dit à Rogers: Nous ne pouvons pas vous demander de rester si nous ne faisons pas nous-mêmes un effort. La France ne diminuera pas la part de ses dépenses consacrée à la défense. Vous-mêmes, vous ne diminuerez pas votre effort. Vous employez les mêmes arguments pour défendre votre neutralité que nous pour défendre notre indépendance. Les autres pays s'abritent derrière le bouclier américain, ce qui les amènent à dépendre des initiatives du sénateur Mansfield. Une discussion sérieuse sur les armements doit englober les armes nucléaires et une discussion sur ces dernières doit réunir toutes les puissances nucléaires.

Je crois avoir répondu à vos questions sur la Conférence de sécurité. Je regretterais que vous boudiez la préparation de cette Conférence. Nous sommes disposés à proposer que la Suisse y joue un rôle, par exemple géographique.

M. Graber: Au cas où une deuxième Conférence serait organisée, et si un organe permanent était créé, la Suisse, je le répète, serait disposée à les abriter.

L'idée de relancer le principe du règlement pacifique des différends dans le cadre d'une telle conférence vous paraît-elle illusoire ?

M. Schumann: L'arbitrage n'évoque pas en moi le souvenir d'une entreprise réussie.

Le problème allemand et celui des pays divisés en général se pose en des termes nouveaux. La Suisse n'est pas en retard. Vous l'avez prouvé en reconnaissant la Chine populaire et récemment le Vietnam du Nord. Comment envisagez-vous vos futures relations avec la RDA ?

./.

dodis.ch/36472

M. Graber: En l'occurrence, nous avons un retard à combler. Depuis un certain temps déjà, nous sommes en contact avec des représentants de Pankow et avons engagé avec eux des pourparlers exploratoires, interrompus en 1968 et repris depuis lors. Notre but est de rechercher une solution qui ne risque pas de compromettre la "Ostpolitik" du gouvernement Brandt. Notre idée est de permettre à la RDA d'installer en Suisse une mission commerciale bénéficiant de certaines compétences consulaires. Ces pourparlers ont bien avancé, de sorte que nous entrerons bientôt - mais sans toutefois nous précipiter - dans la phase de la négociation. L'appétit de la RDA ne paraît pas avoir augmenté après l'accord de Berlin. Nous nous sommes efforcés de savoir jusqu'où nous pouvions aller sans gêner la RFA. A cet égard, nous avons fort peu retiré de nos entretiens avec nos amis allemands. J'ajoute que nous avons un certain mérite à demeurer assez prudents dans cette affaire, lorsqu'on tient compte du problème important pour nous, de l'indemnisation des Suisses spoliés.

M. Schumann: En vérité, nous ne sommes pas à l'aise non plus. La France n'a pas l'intention de reconnaître la RDA dans l'immédiat car elle ne veut ni gêner ni offenser ses alliés allemands.

A propos du voyage en Crimée du Chancelier Brandt, Bonn nous a fait savoir qu'il s'agissait d'une initiative soviétique et qu'il fallait y voir le désir d'accorder à la normalisation interallemande une certaine priorité par rapport au rapprochement Est-Ouest.

M. Graber: A quelle cadence se fera l'arrangement interallemand ? Les choses peuvent évoluer plus rapidement qu'on ne se l'imagine. Quoi qu'il en soit, notre reconnaissance de la RDA n'interviendra guère avant l'entrée de Pankow à l'ONU.

./.

dodis.ch/36472

M. Schumann: Les conversations de Crimée vont peut-être accélérer le règlement interallemand, qui pourrait intervenir d'ici à la fin de l'année. Le "salon de thé" d'Helsinki pourrait dès lors s'ouvrir au plus tôt fin 1971.

M. de Beaumarchais: J'aimerais ajouter que le traité sur la circulation fait partie d'un modus vivendi entre les deux Etats allemands et qu'il est indépendant du règlement de Berlin.

M. Schumann: Je propose que nous nous tenions mutuellement informés sur la question allemande.

M. Graber: accepte avec plaisir cette suggestion.

3. Problèmes bilatéraux

M. Schumann:

- L'application de la convention d'établissement a donné lieu à quelques petites frictions. Je pense en particulier à des demandes présentées par trois banques françaises en Suisse. La Suisse semble moins libérale que la France en la matière.

- Le problème des frontaliers: à propos de l'impôt sur le revenu : les autorités de Genève paraissent disposées maintenant à engager la négociation au sujet de la ristourne. C'est l'aspect sécurité

./.

dodis.ch/36472

sociale qui pose des problèmes. Les prestations n'étant pas exportables, l'employé français travaillant en Suisse tombe à la charge de sa commune - dortoir du Pays de Gex. C'est une charge très lourde pour ces communes. Il me paraît que l'ensemble du problème devrait faire l'objet de négociations.

- L'affaire du "Milan": il va de soi - ai-je besoin de le dire ? - qu'il n'existe aucun lien entre cette affaire et notre attitude à l'égard de la Suisse à Bruxelles. Les deux choses sont totalement distinctes. Ceci dit, j'accorde une très grande importance à notre offre. Il est évident que nos conditions du point de vue des prix, des crédits, des délais et des performances sont très tentantes. Nous vous offrons la caution du gouvernement français et surtout une assurance-risque qui limite la hausse des prix jusqu'à la livraison. Aux motifs techniques s'ajoutent bien sûr, des motifs politiques, dans la mesure où votre pays, comme le nôtre, pratique une politique d'indépendance.

M. Graber: - Problème des frontaliers: le projet genevois n'a pas été accepté, ce que nous pouvons comprendre. L'Ambassade de France nous a donné connaissance d'une autre proposition comprenant deux modifications; les prestations ne seraient pas remboursables et le fond serait géré par des Français. Selon la lettre que nous avons reçue, de M. Babel, Genève serait disposée à examiner favorablement cette question.

- Assurances sociales: dans cette affaire, c'est nous qui attendons une réponse. J'ai ici une note qui dit qu'en raison du développement des assurances sociales, les accords entre les deux pays doivent être révisés. Le 29 septembre 1969, l'Office fédéral des assurances sociales a fait parvenir au Ministère français de la santé

./.

dodis.ch/36472

publique un avant-projet de convention. L'avant-projet français, contrairement à ce qui avait été convenu, n'étant pas parvenu aux autorités fédérales, un aide-mémoire a été remis le 17 septembre 1970 à M. Jean de Lipkowski, Secrétaire d'Etat au Ministère des affaires étrangères, lors de sa visite à Berne. De plus, le Département politique a adressé une note à l'Ambassade de France le 9 janvier 1971, exprimant le désir que l'avant-projet français soit remis aux autorités suisses dans les meilleurs délais. Des négociations devraient pouvoir s'ouvrir très prochainement entre une délégation suisse et une délégation française.

M. Schumann: Je prendrai contact avec mes collègues responsables. Il est exact qu'une négociation doit s'engager.

M. Graber: - Problèmes d'établissement: selon notre législation, l'autorisation d'exercer une activité bancaire en Suisse ne peut être octroyée à des étrangers que si l'Etat dans lequel ils ont leur domicile accorde la réciprocité. En cas de doute, une déclaration garantissant celle-ci est demandée à l'autorité étrangère. La législation française donne au Conseil national du crédit le pouvoir de rejeter une demande de création de banque si celle-ci ne se justifie pas par les besoins économiques généraux et locaux. Cette situation incertaine a conduit la Commission fédérale des banques à faire dépendre sa décision, dans les trois demandes françaises, de la remise de la déclaration prévue; jusqu'ici celle-ci n'a pas pu être obtenue.

M. Jolles: Pour expliquer notre formalisme en la matière, je dirais que nous sommes sollicités par de nombreux pays, dont le Japon. Nous ne manifestons pas de mauvaise volonté à l'égard de la France, mais souhaitons ne pas créer de précédent dont les autres profiteraient.

./.

dodis.ch/36472

M. Graber: J'aimerais vous soumettre une autre affaire; il s'agit des séquelles des événements d'Algérie. Votre Ministère des finances est très réticent face aux demandes d'indemnisation présentées par des citoyens suisses qui sont de l'ordre de 4 millions de francs. Votre Ministère a tenté sans succès de sortir de l'impasse.

M. Schumann: Pour nos propres ressortissants, nous avons mis sur pied un système visant à la réinstallation plutôt qu'à l'indemnisation.

M. Graber: En ce qui concerne la question de l'avion de combat, nous attachons une importance particulière aux aspects politiques de l'affaire. Nous avons la tentation de choisir un avion européen, mais comme il s'agit avant tout d'un problème technique, nous sommes tributaires de l'avis des experts. Le Conseil fédéral a marqué l'importance prioritaire qu'il attachait aux aspects politiques du choix qu'il doit faire, mais a fait savoir également qu'il voulait un avion qui réponde aux besoins de l'armée. Les experts préfèrent, semble-t-il, proposer un avion qui existe déjà plutôt que de répéter l'expérience malheureuse faite avec le Mirage. Cependant, si l'on arrivait à présenter au Conseil fédéral des chiffres ne pouvant plus varier trop fortement, on pourrait diminuer la marge de risques qui retient les experts. Si ceux-ci aboutissaient à la conclusion que le Corsaire est inégalable, mais que le Milan est acceptable, ceci suffirait au Gouvernement. Pour le moment, l'affaire suit son cours et le Milan reste en course.

Les deux chefs de délégation se félicitent de l'échange de vues auquel ils ont procédé et proposent de continuer leurs discussions. A cet effet, M. Schumann invite M. Graber, qui accepte, à se rendre à Paris en visite officielle.

Fin de la réunion : 17.45 h.